

Le Baromètre du Développement Durable et Solidaire

100 questions aux communes des Pays de la Loire

Questionnaire : Edition 2012 - 2015



Commune :

Code postal :

Code INSEE :

Nombre d'habitants :

Superficie:.....

Communauté de communes :

Nombre d'habitants :



Ce questionnaire doit être rempli a minima par :

- **3 élus** dont le maire ou son représentant,
- **3 représentants d'associations locales ou de la société civile,**
- **un agent de la commune** (Secrétaire Général(e), Directeur/ Directrice Général(e) des Services...)

Le Baromètre est constitué de 3 documents comprenant : le questionnaire (document de 22 pages), le document récapitulatif des réponses, le guide d'utilisation.

www.barometredudeveloppementdurable.org

Compléter, signer et retourner le récapitulatif des réponses **le plus rapidement possible** afin d'en faciliter le traitement à :

FRCIVAM Pays de la Loire
 4, rue de la Résistance
 44390 SAFFRE
 Tél. 02 40 72 65 05
barometredd@civam-paysdelaloire.org



Les partenaires du Baromètre :



Avec le soutien de :



Objectif du questionnaire

Ce questionnaire a pour objectif de permettre aux communes des Pays de la Loire de se situer dans leur prise en compte du développement durable et solidaire au regard de **100 questions**.

Il permet aux communes de **mettre en avant certaines de leurs pratiques** et apporte des **éléments de réflexion afin d'engager d'autres actions**, tout en créant un **dialogue** entre élus, associations, citoyens...

Quelques remarques préalables

Ce questionnaire n'est qu'une première étape :

L'idée n'est pas de faire "un contrôle" mais de **mesurer ensemble**, élus, associations (...), **tous les aspects possibles du développement durable à l'échelle du territoire communal** et de le placer dans une dynamique.

Les questions sembleront parfois anodines, parfois complexes, parfois trop généralistes, parfois trop spécialisées. C'est le nombre de questions, 100, et le barème des points attribués à chaque question qui permettra de dégager **une image du développement durable sur le territoire de la commune**.

Le Baromètre est destiné à **mettre en valeur les pratiques d'un territoire** sur lequel interviennent différentes collectivités avec différentes compétences : commune, établissement public de coopération intercommunale (EPCI) (qui regroupe plusieurs communes au sein d'une Communauté de communes, d'agglomération ...), Pays, Département, Région, Etat...

Le questionnaire est évolutif et perfectible, nous comptons sur votre collaboration pour l'améliorer.

Comment répondre au questionnaire :

Les réponses attendues sont **OUI** ou **NON**. Il est possible de cocher "Non concerné" (NC).

Répondre NON peut paraître frustrant lorsque la commune a déjà fait d'importants efforts qui pourraient justifier un OUI à 70%.

Cocher la case NON c'est se réserver une marge de progression pour la prochaine évaluation.

Lorsque la question porte sur une **sensibilisation ou une incitation**, la réponse OUI implique une **réalité formelle et répétitive à destination de toute la commune**.

Lorsque la question porte sur un **soutien**, la réponse OUI implique un **réel engagement** (financement, mise à disposition de matériel, de personnel ou de locaux) ET une **réalité formelle à destination de toute la commune**.

Pour chaque question, il est possible de formuler des **commentaires** afin d'enrichir la réponse.

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

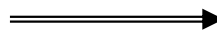
cocher pour :
Non Concerné

la mise en œuvre est réalisée par l'EPCI,
cocher cette case.

La mise en œuvre ne relève pas non plus de l'EPCI mais d'une association ou d'un autre partenaire (Pays, Département, Région, Etat...). Préciser

Il est possible à la fin de chacun des 4 thèmes abordés de formuler des questions que les élus / les associations auraient souhaité que l'on pose. Cela donne la possibilité de valoriser des pratiques locales. Certaines questions ainsi posées viendront enrichir la prochaine version du questionnaire.

Pour faciliter la mise en place des Agendas 21 locaux, le ministère a élaboré un cadre de référence pour les projets territoriaux de développement durable. Un code couleur vous permet de situer chacune des questions du Baromètre dans une ou plusieurs des finalités de ce cadre de référence.



Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère
Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources
Epanouissement de tous les êtres humains
Cohésion sociale et solidarités entre territoires et entre générations
Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables





THEME DES CITOYENNETES

VIE ASSOCIATIVE

1 Existe-t-il sur votre commune un élu et/ou une commission en charge de la vie associative ?

OUI NON NC

Commentaire :

Un élu ou une commission en charge de la vie associative peut faciliter l'organisation d'une société civile active.

2 Existe-t-il sur votre commune une démarche fédérative des associations et des temps d'échange entre associations et élus pour développer et animer la commune ?

OUI NON NC

Commentaire :

En savoir plus :

<http://espacebenevolat.org>
www.place-publique.fr

3 La commune permet-elle une information très large pour la vie associative : panneau d'affichage, pages dans le bulletin municipal, site internet de la mairie, annuaire des associations.. ?

OUI NON NC

Commentaire :

4 Votre commune organise-t-elle ou soutient-elle régulièrement un forum des associations ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Un temps fort de la vie associative, c'est l'occasion d'un partenariat mairie-associations et d'un moment très convivial.

5 La commune a-t-elle mis en place une charte d'éco-responsabilité pour toutes les manifestations organisées sur son territoire ?

OUI NON NC

Commentaire :

La Charte des manifestations durables du Comité National Olympique et Sportif Français, dont la ville d'Angers (49) est à l'origine, constitue un cahiers des charges pour aider les organisateurs à planifier leurs interventions dans le cadre d'un développement éco-responsable. De nombreuses collectivités s'en inspirent.

http://www.franceolympique.com/files/File/actions/environnement-devdur/20100426_charte_manifestation%28%29.pdf

6 **Votre commune soutient-elle financièrement ou matériellement des formations destinées aux associations ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La ville de Mayenne (53) a décidé d'accompagner les associations du Pays de Mayenne vers une mise en œuvre concrète des enjeux liés au développement durable. A travers le projet « Challenge des associations écoresponsables », la ville de Mayenne propose des formations / un accompagnement gratuit aux associations de la Communauté de communes pour progresser sur la prise en compte de ces enjeux.

DEMOCRATIE REPRESENTATIVE

7 **Le maire de votre commune n'a-t-il/elle qu'un seul mandat électif (hors mandat communautaire) ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Ceci est un choix auquel nous sommes attentifs. Un maire très présent peut impulser une plus grande participation citoyenne.

8 **Le conseil municipal de votre commune respecte-t-il la règle de la parité hommes-femmes en son sein ?**

OUI NON NC

Commentaire :

C'est une obligation légale y compris au sein du bureau municipal.

9 **Votre conseil municipal diffuse-t-il largement les comptes-rendus des conseils municipaux (journaux, site internet, lieux publics...) ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Il existe un réseau "Agir pour un Internet citoyen" qui délivre le label "Ville Internet".

www.villes-internet.net

10 **Votre commune organise-t-elle au moins une fois par an une réunion d'information pour ses habitants sur les actions et projets qu'elle mène ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Au-delà des obligations légales, la commune de Saint Quentin les Anges (53) organise périodiquement des réunions d'informations sur les projets en cours.

11 **Votre commune informe-t-elle régulièrement les citoyens sur les actions de la Communauté de communes, du Pays, du Conseil de développement (...) ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La commune est l'échelon administratif le plus proche de la population. Néanmoins, de nombreuses compétences ont été transférées aux communautés de communes ; certains projets structurants pour un territoire sont portés par des syndicats de Pays / syndicats mixtes... Il revient à la commune de rendre lisible pour tous l'articulation entre ces différents échelons administratifs et de projets.

12 **Votre commune a-t-elle engagé des projets ou des réflexions avec des collectivités voisines hors des compétences des EPCI ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Cela peut-être utile lorsqu'un équipement culturel ou sportif rayonne au-delà des limites communales ou intercommunales, ou encore pour favoriser la mutualisation de certains équipements communaux (espaces verts par exemple)...

13 **Votre commune organise-t-elle tous les ans une/des session(s) d'accueil des nouveaux arrivants ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La commune d'Arnage (72) accueille ses nouveaux arrivants à l'occasion de la Journée des Associations.

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

14 **Votre commune mène-t-elle des consultations publiques afin de connaître l'opinion de ses habitants sur des projets de territoire ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Adels (Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale) est l'association de référence pour la démocratie participative et le développement local. www.adels.org
 La commune d'Olivet (53) rachète un ancien café et sollicite la population pour réfléchir à l'utilisation de ce local ; un café associatif est envisagé.

15 **Votre commune invite-t-elle ses habitants à participer à l'évaluation des actions menées par la collectivité ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La commune de la Chapelle sur Erdre (44) a mis en place un dispositif participatif d'évaluation de son Agenda 21.

16 **Les habitants de votre commune sont-ils conviés à participer à un/des espace(s) permanent(s) de consultation ? (Conseil des sages, commission extracommunale, conseil de village / de quartier...)**

OUI NON NC

Commentaire :

La mise en place d'espaces pour les citoyens leur permet l'appropriation du développement local. *Trois commissions ouvertes (extra-municipales) se réunissent à Saint Georges sur Layon (49) : "Tourisme", "Animation et vie associative", "Aménagement, environnement et développement durable".* www.participation-locale.fr
www.conseil-citoyen.org

17 **Votre commune a-t-elle un Conseil de jeunes et/ou un Conseil d'enfants ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La ville des Essarts (85) à mis en place son Conseil Municipal des Jeunes. <http://anacej.asso.fr/>

18 **Votre commune a-t-elle un élu en charge du développement durable ?**OUI NON NC 

Commentaire :

Une démarche transversale et globale est nécessaire pour mener à bien une dynamique de développement durable sur votre commune. L'existence d'un adjoint et/ou d'un chargé de mission en charge de cette thématique est un garant de cette approche globale et décloisonnée.

19 **Votre commune soutient-elle des actions de sensibilisation et d'éducation au développement durable à destination des jeunes (scolaire et périscolaire) ?**OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire 

Commentaire :

A Craon, (53) « Les Petits Hommes Verts » sensibilisent la population du craonnais aux gestes éco-citoyens. Ainsi, après avoir suivi une formation auprès des agents techniques de la ville, les jeunes se retrouvent dans le centre ville deux samedis par mois et les jours de marchés pendant les vacances scolaires pour des actions de sensibilisation et d'information (pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement...). Autres exemples d'actions : financements de programmes éducatifs, participation au comité de pilotage d'un projet Eco-école.

20 **Votre commune incite-t-elle ses élus et ses agents à se former régulièrement au développement durable ?**OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire 

Commentaire :

Le PNR Loire Anjou Touraine (49) propose à ses communes (élus et agents) des journées techniques s'appuyant sur les bonnes pratiques locales.

<http://www.iepp.fr/>
www.cnfpt.fr

21 **Votre commune est-elle adhérente à un réseau de promotion du développement durable et solidaire ?**OUI NON NC 

Commentaire :

Des réseaux d'échange existent aux différentes échelles de territoire : le Réseau des collectivités mayennaises en marche vers le développement durable, Bretagne Rurale Rurbaine Développement Durable (BRUDED), Association 4D, Comité 21, ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales)...

22 **Votre commune s'est-elle engagée dans un Agenda 21 local ?**OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire 

Commentaire :

Un Agenda 21 local est un programme d'actions de développement durable mis en place dans une démarche participative par les collectivités territoriales. La commune de Saint Georges sur Layon (44) a construit son Agenda 21 local.

www.paysdelaloire.comite21.org

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire 



THEME DE L'ECONOMIE

ACHATS DURABLES

23 **Votre commune intègre-t-elle des clauses sociales dans sa commande publique (insertion, commerce équitable...)?**

OUI NON NC

Commentaire :

Le Code Français des marchés publics autorise l'introduction de dispositions visant à "promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion, à lutter contre le chômage...". Dans le cadre de son Programme de Rénovation Urbaine, la Ville de Saumur (49), accompagnée par la Maison de l'Emploi, a intégré une clause en faveur de l'insertion professionnelle dans ses appels d'offre.

<http://www.socialement-responsable.org/>
www.reseaugrandouest.fr

24 **Votre commune intègre-t-elle des clauses environnementales dans sa commande publique ?**

OUI NON NC

Commentaire :

La commune de Blain (44) intègre des clauses environnementales dans ses marchés publics concernant le papier et l'encre de ses supports de communication (fibres 100% recyclées, encres végétales).

www.ecoresponsabilite.environnement.gouv.fr/
www.reseaugrandouest.fr

25 **Votre commune a-t-elle équipé son parc informatique en logiciels libres de bureautique ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Un logiciel libre est un logiciel dont la licence dite libre donne à chacun le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier, de dupliquer, de donner et de vendre le logiciel. La Chapelle sur Erdre (44) a opté pour un logiciel libre de bureautique pour l'ensemble de ses services.

www.adullact.org/

26 **La gestion des services de l'eau potable et/ou de l'assainissement est-elle assurée directement par votre commune ou intercommunalité (régie) ?**

OUI NON NC EPCI

Commentaire :

L'eau est un patrimoine commun. Renforcer la gestion locale de l'eau participe à une réappropriation des enjeux liés à la préservation de la ressource (quantité, qualité). La commune du Château-du-Loir (72) est en régie directe pour la distribution de l'eau potable, et l'intercommunalité à laquelle elle appartient - Loir et Bercé - gère directement l'assainissement non collectif.

27 **Votre commune soutient-elle le développement de la vente de produits locaux issus de l'agriculture biologique (AMAP, marché hebdomadaire...)?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Soutenir le développement des réseaux de vente c'est aussi contribuer à la sensibilisation des consommateurs. En favorisant les produits locaux, la commune contribue à relocaliser son économie agricole et agro-alimentaire et ses emplois. La commune de Bouvron (44) a facilité l'accès à un local pour le Magasin Paysan - loyer accordé gracieusement la première année - permettant à des producteurs locaux de commercialiser leurs produits en commun.

28 Votre commune introduit-elle au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique dans ses restaurants collectifs ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Introduire des produits bio locaux dans les restaurants scolaires, c'est favoriser le développement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des paysages, du bien-être animal... Les 7 restaurants scolaires de la commune d'Allonnes (72) approvisionnés par la cuisine centrale introduisent aujourd'hui 20% de produits issus de l'agriculture biologique à chaque repas. L'objectif, à terme, est de passer à une restauration collective 100% bio, en privilégiant les produits locaux.

www.biopaysdelaloire.fr/html/index.php?id_repertoire=83&pre=21

29 Votre commune a-t-elle exclu les produits OGM (produits végétaux et issus d'animaux nourris aux OGM) de ses restaurants collectifs ?

OUI NON NC

Commentaire :

Les plantes génétiquement modifiées (OGM) posent des questions, non seulement en matière de protection de la santé et de l'environnement, mais également dans les domaines éthiques et économiques. Acheter non OGM, c'est encourager et soutenir les producteurs dans une démarche éthique et de qualité. La commune de Bouguenais (44) exclut de ses restaurants collectifs les produits OGM.

www.consommersansogmenpaysdelaloire.org/

30 Votre commune sensibilise-t-elle et incite-t-elle ses habitants à la consommation de produits issus du commerce équitable et solidaire ?

OUI NON NC Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Une collectivité peut s'engager comme "Territoire de Commerce Equitable" : elle affiche ainsi son approche complète et transversale en matière d'achats responsables tout en contribuant au développement et à l'autonomisation des petits producteurs des Pays du Sud.

<http://www.territoires-ce.fr>

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DYNAMISME DU TERRITOIRE

31 Votre commune ou intercommunalité finance-t-elle des moyens d'accompagnement des demandeurs d'emploi de son territoire ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

A Ernée (53), le Centre de Ressources propose un service de location de scooters (2 € la journée - 10 € la semaine) pour toute personne engagée dans des démarches de recherche d'emploi, de formation, de stage.

32 Votre commune finance-t-elle ou soutient-elle matériellement une association pour l'insertion ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La ville de Saumur (49) soutient AGIS, un garage solidaire qui emploie des personnes en réinsertion professionnelle, et propose ses services (réparation et location d'autos, vélos, scooters) aux personnes en difficulté.

<http://www.ville-emploi.asso.fr/>

33 Votre commune ou intercommunalité met-elle à disposition un espace d'accueil des télétravailleurs ou travailleurs isolés ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Proposer des espaces multiservices aux télétravailleurs et aux travailleurs indépendants permet de limiter les déplacements et d'accroître l'attractivité d'un territoire tout en favorisant le lien social, les échanges de pratiques...

<http://www.zevillage.net/>

34	Sur votre commune, le maintien et le développement des commerces et services de proximité sont-ils favorisés par des mesures concrètes ?												
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commentaire :													
Les commerces et services font des villages et des centre-villes des lieux de vie et d'échange. <i>La communauté de communes du Pays Marollais soutient le maintien des derniers commerces en achetant les murs des locaux d'activité et en les réhabilitant. Ainsi, le bar-épicerie multiservices de la commune de René (72) a pu de nouveau ouvrir ses portes en 2010.</i>													

35	Votre commune ou intercommunalité soutient-elle l'implantation locale d'acteurs économiques s'impliquant dans des activités à vocation écologique ?												
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commentaire :													

36	Votre commune favorise-t-elle, à travers son document d'urbanisme notamment, le maintien et le développement de l'agriculture face à l'expansion urbaine (zonage, densification de l'habitat et limitation de la consommation d'espace...) ?												
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commentaire :													
<p><i>Pour freiner l'étalement urbain, Nantes Métropole (44) et ses communes soutiennent la reconquête de friches agricoles en facilitant la reprise d'exploitation : acquisition de foncier, construction de locaux adaptés...</i></p> <p><i>À l'occasion de la révision du PLU, les élus de la Limouzinière (44) ont souhaité se donner les moyens de mieux maîtriser la consommation d'espace dans un contexte de pression démographique importante.</i></p>													

INCITATION A LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

37	Votre commune ou intercommunalité incite-t-elle ses entreprises à conduire des démarches de développement durable (gestion collective des déchets, plans de déplacement, responsabilité sociétale...) ?												
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commentaire :													
<p>Les entreprises qui souhaitent s'inscrire dans une démarche de Responsabilité Sociétale doivent intégrer des préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités mais aussi dans les relations qu'elles entretiennent avec leurs parties prenantes. Les collectivités peuvent notamment inciter à la mise en place de Plans de Déplacement Entreprises, ou encore faciliter la valorisation des déchets entre entreprises (valoriser les déchets d'une entreprise comme une ressource pour une autre activité).</p> <p>www.orse.org/ http://www.plan-deplacements.fr/ http://www.oree.org/ecologie-industrielle.html</p>													

38	Les entreprises de votre commune bénéficient-elles d'aides conditionnées aux actions sociales et environnementales qu'elles réalisent ?												
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commentaire :													
A travers des Opérations de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce ou des Plateformes d'Initiatives Locales notamment, les collectivités peuvent inciter leurs entreprises à mieux intégrer les dimensions environnementales et sociales à leur projet.													

39 Les prestataires du tourisme sur votre commune sont-ils incités à s'inscrire dans une démarche de développement durable ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Il existe une Charte Européenne du Tourisme Durable. *La commune de Saint Jean de Monts (85) s'est engagée pour un tourisme responsable et a mis en place le label unique EMMA pour marquer l'ensemble des actions menées par les acteurs publics et les professionnels du tourisme dans le cadre de cette démarche (tri des déchets, achats responsables...)* http://www.europarc-fr.org/index.php?option=com_content&view=article&id=10&Itemid=14&lang=fr

40 Votre commune ou intercommunalité incite-t-elle les entreprises à coopérer afin d'avoir une réflexion globale sur l'aménagement durable / l'activité économique du territoire ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes de Vilaine la Juhel (53), dans le cadre de son Centre de Ressources, organise des rencontres avec les chefs d'entreprises pour évaluer les besoins spécifiques, en termes d'emploi notamment, informer des moyens dont chacun peut disposer sur le territoire et mieux appréhender l'évolution de l'économie locale et les réponses à apporter.

41 Votre commune impose-t-elle un cahier des charges pour la gestion environnementale des chantiers lors des projets de construction/démolition ou d'aménagements urbains ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Une charte de "Chantier Vert" est annexée au cahier des charges de la ZAC Beausoleil à la Chevrolière (44). Cette charte est signée par l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier et garantit la limitation des nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement. <http://www.chantiervert.fr/>

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :



THEME DES SOLIDARITES

HABITER UN TERRITOIRE ENSEMBLE

42 Sur votre commune, les habitants sont-ils sensibilisés au développement de l'habitat durable (habitat groupé, écohabitat...)?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Un logement éco-pédagogique a été créé sur la Ville d'Angers (partenariat association Alisée, bailleur social, Union Sociale de l'Habitat et Angers Loire Metropole) et permet de sensibiliser aux économies d'eau et d'énergie dans l'habitat, à la gestion des déchets et à la question des déplacements.

43 Votre commune dispose-t-elle, via une société HLM ou autre organisme social d'au moins 20%, de logements sociaux sur son territoire ?

OUI NON NC

Commentaire :

Ceci est une obligation légale pour les communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et les communes qui appartiennent à une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. Pour les communes n'appartenant pas à cette catégorie, l'objectif est de favoriser la mixité sociale.

44 Lors de toute nouvelle construction collective, lotissement ou ZAC, votre commune favorise-t-elle une plus grande mixité sociale et intergénérationnelle ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Forges (49), 200 habitants, a conçu son projet de lotissement communal avec la volonté de favoriser la mixité sociale et le dynamisme démographique.

45 Sur votre commune, existe-t-il un espace de jardins familiaux ou de jardins collectifs ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Les Jardins Partagés de Grenoux à Laval (53), ce sont 34 parcelles de 25m² qui favorisent la rencontre, la convivialité. Certaines parcelles sont réservées aux familles, d'autres aux écoles et centres de loisirs, et des bandes de terres collectives permettent à chaque habitant du quartier de ramasser des plantes aromatiques. Paillage, compostage et zéro pesticides sont de mise !

46 Sur votre commune ou intercommunalité, existe-t-il au moins un logement d'urgence à la disposition des personnes en difficulté (femmes victimes de violence, personnes sans domicile fixe..) ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La Communauté de communes de Sablé-sur-Sarthe (72) dispose d'un hôtel social d'une capacité d'accueil de 12 places réparties en 7 chambres, pour les personnes défavorisées seules ou en couple, avec ou sans enfant. Un local est également destiné aux personnes sans domicile fixe.

EGALITE D'ACCES AUX SERVICES

47 Les personnes à revenus modestes de votre commune peuvent-elles bénéficier d'un système de gratuité ou de tarifs préférentiels d'accès aux biens et services publics ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

L'accès à la culture, au sport, à des services publics pour tous nécessite un aménagement des tarifs pour les personnes à revenus modestes. Avec les "Chèques Découvertes", la Ville des Herbiers (85) offre aux familles ayant des enfants de 3 à 18 ans, sous condition de ressources, la possibilité de bénéficier de réductions pour les activités extrascolaires.

48 Dans votre commune, l'accessibilité à tous les bâtiments et espaces publics est-elle réalisée pour les personnes à mobilité réduite ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La loi du 11 février 2005 oblige d'ici 2015 toutes les collectivités territoriales à adapter leurs bâtiments, voirie et transports publics, aux personnes handicapées et à mobilité réduite. La commune de Noyant (49) était pilote dans le Maine et Loire pour la réalisation de son Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics.

49 Votre commune intervient-elle pour garantir l'éligibilité à l'Internet haut débit sur tout son territoire ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Il s'agit de permettre le développement d'activités en tout point du territoire, de dématérialiser au maximum les échanges, de réduire la fracture numérique...

50 Votre commune dispose-t-elle d'un espace public comprenant un accès gratuit aux nouvelles technologies (internet...) ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

L'accès au monde de l'information est comme "une révolution". Il est donc important que tous y aient accès. Ce questionnaire existe parce qu'il est consultable par tous sur internet ! Afin d'assurer une égalité d'accès à l'information, la bibliothèque de Trellières (44) offre un accès gratuit pour tous les usagers à Internet.

51 Les habitants de votre commune ont-ils accès à des équipements sportifs et culturels, en transport en commun ou non motorisé, à moins de 20 minutes de chez eux ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

52 Votre commune soutient-elle une bibliothèque pour favoriser l'accès aux livres pour tous ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Issues pour la plupart de volontés associatives et/ou municipales dans les communes, les bibliothèques de Haute Mayenne (53) se sont structurées en un réseau de lecture à l'échelle du Pays. Sur ce territoire, près d'une commune sur trois dispose d'une bibliothèque.

53 Sur votre commune, les liens entre artistes/créateurs et les différents publics sont-ils favorisés ? (jeunes, personnes âgées...)

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune d'Ambillou-Château (49), avec le soutien du PNR Loire Anjou Touraine, a accueilli la compagnie Spectabilis pour mettre en scène un spectacle itinérant plein de délire et d'imagination sur la valorisation de l'histoire et du patrimoine local. Plusieurs représentations ont été organisées.

ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT DES POPULATIONS

54 Votre commune ou intercommunalité a-t-elle mis en place un accueil de la petite enfance et/ou un appui aux professionnels du secteur ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune du Pellerin (44) a inauguré sa Maison de l'Enfance en 2010. Le projet résulte d'une concertation avec le Relais Assistantes Maternelles, les associations locales, la Caisse d'Allocations Familiales et la Protection Maternelle Infantile qui a permis d'identifier les besoins des différents partenaires.

55 Votre commune participe-t-elle à la mise en œuvre d'un dispositif d'animation enfance - jeunesse sur son territoire ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune de Saint Gilles Croix de Vie (44) a mis en place un Projet Educatif Local, c'est-à-dire un projet commun en direction des enfants et des jeunes mobilisant l'ensemble des acteurs locaux et institutionnels de l'éducation.

56 Votre commune ou intercommunalité finance-t-elle des actions solidaires en direction des personnes âgées (transport, portage de repas, animation...)?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes Loir et Sarthe (72) gère un service de téléalarmes, met en place un dispositif de transport solidaire et propose des ateliers du « Bien Vieillir » à destination des personnes âgées.

57 Sur votre commune, des actions en faveur de la santé de la population sont-elles menées ? (promotion, prévention, maintien des services de santé...)?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Pour pallier un déficit important de praticiens médicaux et répondre au besoin de la population d'une offre de soins qualifiée et accessible, la communauté de communes Le Horps-Lassay (53) a construit un Pôle Santé permettant à plusieurs professionnels d'exercer dans un même lieu.

58 Sur votre commune, existe-t-il des moyens pour identifier et accompagner les personnes en situation précaire et/ou les personnes isolées ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Le CCAS de Sainte Gemmes sur Loire (49) a mis en place un Groupe Accompagnement Solidaire, à l'écoute des personnes de tous âges pour repérer les besoins, engager des réflexions, suggérer des réponses à apporter, et soutenir ou créer des liens de solidarité.

59 **Votre commune ou intercommunalité mène-t-elle des actions pour l'accueil des gens du voyage ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Dans le cadre du Syndicat Mixte de la région mancelle pour le stationnement des Gens du Voyage, la commune de Saint Jean d'Assé (72) a amélioré les conditions d'accueil des gens du voyage sur le terrain qui leur est mis à disposition.

60 **Sur votre commune, des actions d'intégration pour les migrants, travailleurs étrangers, réfugiés politiques... sont-elles menées ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

L'intégration passe par des actions très concrètes : cours d'alphabétisation, accompagnement administratif, mise à disposition de terrains... La Ville de Nantes (44) développe de nombreuses actions pour accompagner les étrangers nantais : journées d'accueil, guide d'accueil (pour faciliter les démarches), service d'interprétariat, ateliers de français au quotidien...

LIEN SOCIAL

61 **Sur votre commune, les rencontres intergénérationnelles (activités...) sont-elles favorisées ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

A la Chapelle sur Erdre (44), une crèche associative a été construite dans le parc de la maison de retraite, avec le soutien de la ville notamment. Un square partagé par les enfants et leurs aînés, des activités communes, des temps d'échange, permettent de mieux se connaître.

62 **Sur votre commune des activités et/ou des événements (ludiques, festifs, culturels) pour se faire rencontrer toutes les catégories de population sont-ils organisés ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Les animations de Turquant (49) : marchés thématiques, mardis de l'été (...), plus de 10 événements sont impulsés par la commune chaque année.

63 **Votre commune soutient-elle des actions locales d'entraide (échanges de biens et de services, mutualisation de moyens...) ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Bourse aux vêtements, échanges de matériel, création d'un Système d'Echange Local...

64 **Sur votre commune, au moins un chantier participatif est-il organisé tous les ans ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Les chantiers collectifs (ex. nettoyage de chemins) favorisent le lien social autour de la préservation ou de la réhabilitation d'un espace du patrimoine collectif. La commune de Pornichet (44) a organisé un chantier participatif de plantation de vivaces en "lasagne" sur un de ses espaces verts.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

65 **Votre commune favorise-t-elle des évènements culturels réguliers valorisant la culture locale, mais aussi les découvertes interculturelles ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La ville du Mans (72) soutient chaque année la Fête Interculturelle des Quartiers Sud, une fête ouverte sur la ville organisée par un collectif d'associations mancelles.

66 **Votre commune dispose-t-elle d'un budget dédié à la solidarité internationale ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Cela fait plus de vingt ans que Gourcy, ville de la région du Nord au Burkina Faso et Olonne-sur-Mer (85), entretiennent de solides relations de jumelage. <http://www.alcid.org/>

67 **Dans ses actions internationales, la commune intègre-t-elle des préoccupations de développement durable ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune du Genest Saint Isle (53) et une association locale portent un projet de coopération décentralisée avec une région rurale du sud Brésil : accueil de représentants des municipes et du mouvement des sans terres, partage des savoir-faire agricoles sur la production laitière et la conduite des prairies... Des échanges d'expériences et une meilleure connaissance mutuelle pour un développement durable et solidaire ici et là-bas !

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :



THEME DE L'ENVIRONNEMENT

BIODIVERSITE, PAYSAGE ET RESSOURCES NATURELLES

68 Votre commune a-t-elle supprimé l'utilisation des pesticides sur ses espaces publics ?

OUI NON NC

Commentaire :

Les pesticides contribuent en grande partie à la pollution des eaux. D'autres solutions alternatives au désherbage chimique sont possibles. *Les 13 communes de la Communauté de Communes de la Région de Chemillé (49) se mobilisent pour réduire leur consommation de produits phytosanitaires et ont signé une charte intitulée « zéro phyto d'ici 5 ans ».*

69 Votre commune privilégie-t-elle les plantations d'essences locales dans l'aménagement de ses espaces verts ?

OUI NON NC

Commentaire :

Les plantes locales, adaptées au sol et au climat, sont à la fois plus simples et moins coûteuses d'entretien. Elles permettent également d'accueillir la faune locale et ne présentent pas de caractère invasif. *La ville de Mayenne (53) s'est engagée à choisir des essences locales peu consommatrices en eau pour la création de tout nouvel espace vert.*

70 Votre commune a-t-elle mis en place une gestion différenciée écologique de ses espaces publics (espaces verts, voirie) ?

OUI NON NC

Commentaire :

La commune du Bailleul (72) a réalisé le Plan de Gestion Différenciée de ses espaces verts.

71 Votre commune ou intercommunalité a-t-elle mis en place une politique de maintien et de développement des haies bocagères ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes d'Erdre et Gesvres (44) travaille sur une approche nouvelle de la haie (rôle, entretien, valorisation, intérêt pour la qualité des paysages...) et contribue à son maintien en initiant une démarche concertée de valorisation locale et pérenne du bocage.

72 Sur votre commune ou intercommunalité les agriculteurs et les particuliers sont-ils sensibilisés à la réduction de l'utilisation de pesticides ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes des Herbiers (85) met à disposition des habitants un guide de l'Eco-Jardinier.

73 **Votre commune dispose-t-elle d'une charte paysagère et architecturale ou d'un autre outil pour la protection du paysage ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes du Pays de Loiron (53) a mis en place une charte paysagère et urbanistique, un projet commun pour la protection, la valorisation et la restauration des paysages, qui a permis d'engager un dialogue sur le devenir du territoire. Les municipalités se sont engagées à respecter l'esprit de cette Charte notamment dans la mise en œuvre de leurs documents d'urbanisme.

74 **Votre commune met-elle en place des démarches de conservation, restauration et valorisation de son patrimoine historique et culturel ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Après avoir servies de champignonnières et d'habitat troglodytique, une partie des carrières du site des Perrières à été réhabilitée par la commune de Doué-la-Fontaine (49) pour proposer des locations de salles, un centre d'hébergement de groupe et un circuit de visite des Cathédrales Troglo.

75 **Votre commune mène-t-elle des actions de recensement, de protection et de valorisation des espèces et espaces naturels de son territoire ? (via des acteurs locaux, des associations, des organismes spécialisées et l'implication des citoyens)**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune de Saint Denis du Payré (85) met en place un Atlas de la Biodiversité Communale. La mairie de Voivres-lès-le-Mans (72) a confié la gestion du site <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Pourquoi-un-atlas-de-la.html> des Vallées aux élèves de BTS « GPN » de la MFR de La Ferté Bernard.

76 **Votre commune prend-elle en compte la continuité écologique (trames vertes et bleues) dans son document d'urbanisme ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Un corridor écologique est un milieu ou un réseau de milieux répondant à des besoins fondamentaux des êtres vivants : se déplacer (pour des animaux très mobiles) ou se propager (pour des plantes ou des animaux peu mobiles), de façon à pouvoir se nourrir ou se reproduire. La ville d'Angers (49) travaille avec une association naturaliste pour la réalisation de l'étude "Trame Verte et Bleue" dans le cadre de l'élaboration du PLU Communautaire.

77 **Votre commune participe-t-elle à des actions de sensibilisation de sa population à l'environnement et à la biodiversité ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Depuis plus de 5 ans, une association naturaliste intervient dans le cadre du Contrat Educatif Local (CEL) proposé par la mairie de Coulaines (72) aux trois écoles primaires de la commune afin de sensibiliser les enfants à la protection des oiseaux et de la nature en général.

GESTION DES DECHETS

78 **Votre commune a-t-elle mis en place le tri dans tous ses services et équipements ?**

OUI NON NC

Commentaire :

A Livré-la-Touche (53), les déchets de la cantine sont compostés !

79 **Les services de la commune cherchent-ils systématiquement à limiter le gaspillage de papier (impression recto-verso, mode livret, récupération de brouillon...) ?**

OUI NON NC

Commentaire :

80 **Votre commune valorise-t-elle localement les déchets de ses espaces verts (broyage, compostage...) ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Le SICTOM Loir et Sarthe (49) met à disposition des services techniques de ses communes un broyeur afin qu'elles puissent valoriser localement leur gisement de déchets verts.

81 **En complément des points d'apport volontaire, les poubelles publiques (corbeilles) de votre commune permettent-elles le tri des déchets ?**

OUI NON NC

Commentaire :

Certaines communes organisent déjà le tri jusque dans la rue ! Certaines des corbeilles de la commune de Montsoreau (49) permettent ainsi le tri.

82 **Votre commune facilite-t-elle le compostage collectif et/ou individuel ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Les habitants de Saint Philbert de Bouaine (85) ont mis en place depuis 2002 un compostage collectif de quartier, avec le soutien de la commune et du syndicat mixte compétent pour les déchets ménagers.

83 **Des actions incitatives en faveur de la réduction des déchets à la source sont-elles menées sur votre territoire ? (redevance incitative, sensibilisation au geste d'achat, règlement de collecte, recyclerie ...)**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La communauté de communes de l'Antonnière (72) a mis en place une redevance incitative au tri des déchets. La redevance comprend désormais une part variable qui est calculée en fonction du nombre de présentations de chaque bac à la collecte.

PRESERVATION DE LA RESSOURCE EAU

84 Votre commune s'est-elle fixée des objectifs en termes d'économies d'eau (réduction et suivi des consommations) au sein des services et équipements dont elle a la charge ?

OUI NON NC

Commentaire :

La commune de Saint Berthevin (53) s'est engagée à réduire les consommations d'eau de ses bâtiments et services : diagnostic des consommations, engagements lors de constructions nouvelles, étude de l'installation de systèmes de récupération, etc.

85 Votre commune ou intercommunalité met-elle en œuvre des actions de maintien ou de reconquête de la qualité de l'eau ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Ces actions doivent permettre en particulier d'éviter l'entraînement de nitrates et de pesticides dans les cours d'eau et les nappes phréatiques. La Communauté d'agglomération du Choletais (49) a animé l'élaboration concertée d'un programme d'actions agro-environnementales pour mettre hors d'atteinte des pollutions la prise d'eau potable du lac de Ribou.

86 Votre commune met-elle en place une gestion des eaux pluviales à la parcelle ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Diverses actions peuvent être mises en œuvre pour parer aux inconvénients hydrauliques de l'imperméabilisation croissante des villes, qui cause des problèmes d'inondation en aval et d'éventuels déficits en alimentation de la nappe sous-jacente : noues, surfaces perméables...

87 Votre commune ou intercommunalité favorise-t-elle les techniques naturelles en assainissement collectif et/ou non collectif ?

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La phytoépuration ne consomme quasiment pas d'énergie et produit une quantité réduite de déchets facilement traitables. Par ailleurs, des bassins végétalisés s'intègrent au paysage et seront plus facilement acceptés par les populations résidant à proximité. La commune de Mouchamp (85) a inclus un dispositif de phytoépuration à sa nouvelle station d'épuration.

MAITRISE DE L'ENERGIE ET REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

88 Votre commune s'est-elle fixée des objectifs en termes d'économies d'énergie (réduction et suivi des consommations) au sein des équipements et services dont elle a la charge ?

OUI NON NC

Commentaire :

Un diagnostic approfondi des différents postes de consommation d'énergie permet de détecter les économies potentielles et de mettre en place des actions et des investissements efficaces. La commune de Changé (53) a mise en place un plan d'actions en faveur de l'énergie durable de la ville, donnant une vision de la stratégie de Changé d'ici à 2020 en ce qui concerne les économies d'énergies et l'utilisation des énergies renouvelables.

89	Votre commune a-t-elle mis en place une gestion raisonnée de son éclairage public (économies d'énergie, réduction de la pollution lumineuse) ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
Commentaire :						
La commune de Moncé en Belin (72) s'est engagée depuis 2003 dans un programme ambitieux de diminution de la pollution lumineuse et d'augmentation de la performance énergétique des installations. Moncé en Belin est labellisé "Villes et villages étoilés" par l'ANPCEN.				http://www.anpcen.fr		
90	Votre commune a-t-elle un bâtiment public rénové ou conçu en Haute Qualité Environnementale (HQE), Basse Consommation (BBC) ou équivalent ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
Commentaire :						
Murs de briques en terre crue, isolation ouate de cellulose, chaudière bois, ventilation double flux, panneaux photovoltaïques, choix de matériaux non polluants, noues ... L'école publique primaire "l'Ecol'eau" de la Chevallerai (44) va au-delà des cibles HQE.				www.effinergie.org		
91	Les ressources énergétiques locales (solaire, bois-énergie, géothermie...) sont-elles valorisées pour le chauffage et la production d'électricité sur les bâtiments communaux ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
Commentaire :						
Des communes et communautés de communes de Haute Mayenne (53) ont intégré la SCIC Haute Mayenne Bois Energie et participent ainsi à la structuration d'une filière locale et pérenne d'approvisionnement des chaudières collectives et individuelles en bois déchiqueté.						
92	Votre commune a-t-elle élaboré un cahier des charges des éco-conditionnalités (économies d'eau et d'énergie) dans l'élaboration des projets immobiliers (particuliers, privés et bailleurs sociaux) sur son territoire ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
			EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>
Commentaire :						
Une commune peut communiquer ses attentes à un promoteur à travers une "notice HQE" jointe à l'appel à concours ou encore à travers "une charte environnementale" ou "de développement durable" qui pourra guider l'ensemble des acteurs lors de la réalisation d'un projet d'urbanisme. La maîtrise foncière constitue un avantage pour imposer aux promoteurs des exigences en matière de performance environnementale.						
93	La commune incite-t-elle les particuliers et les entreprises à maîtriser leur consommation d'eau et d'énergie ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
			EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>
Commentaire :						
Afin de sensibiliser les habitants aux économies d'eau et de les inciter à réduire leur consommation, la municipalité de Brétignolles-sur-Mer (85) a lancé une opération de distribution gratuite de "kits économiseurs d'eau" (2 limiteurs de débit et un régulateur pour douche). Les bénéficiaires de ce kit se sont engagés à suivre leur consommation pendant 6 mois et à compléter un questionnaire sur leurs changements de pratiques.						
94	Votre commune mène-t-elle des actions en faveur du covoiturage vers ses habitants ?					
OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>	NC	<input type="checkbox"/>	
			EPCI	<input type="checkbox"/>	Association, Pays ou autre partenaire	<input type="checkbox"/>
Commentaire :						
La ville de Chalonnes-sur-Loire (49) souhaite mettre en place un covoiturage interquartiers : vignette de couleur à apposer sur son véhicule si l'on souhaite participer à l'opération, places de stationnement réservées en priorité à la gare aux véhicules qui font du covoiturage, points d'arrêt mis en place dans les quartiers afin de favoriser l'utilisation des parkings extérieurs des entrées de ville...						

95 **Votre commune organise-t-elle ses aménagements de manière à favoriser la mise en liaison des transports en commun et non motorisés ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Créer des points de rencontre entre les différents modes de déplacement (pédestre, vélo, train, bus, taxis...) incite à l'utilisation des transports alternatifs à la voiture individuelle. *Saumur (49) a mis en place son Pôle d'Echange Multimodal.*

96 **Votre commune a-t-elle accompagné la mise en place d'un pédibus et/ou vélobus ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Un pédibus/vélobus est un système de ramassage scolaire à pied/à vélo. Ce système permet d'éviter les problèmes de congestion aux abords des écoles et les risques qui les accompagnent, en plus d'être créateur de lien social et d'être bon pour la santé ! *Un pédibus a été organisé sur le groupe scolaire de Neuville sur Sarthe (72). Aux Rosiers sur Loire (49), un vélobus a été mis en place.*

97 **Votre commune a-t-elle mis en place des voies de circulation sécurisées pour les vélos et piétons avec un maillage cohérent sur le territoire ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La ville de Segré (49) a missionné le CAUE pour la réalisation d'un schéma des déplacements piétons et vélos sur le territoire communal : cartographie de l'existant et proposition d'un schéma après un travail en ateliers pédagogiques avec les établissements scolaires et commissions municipales.

98 **Votre commune ou intercommunalité a-t-elle adopté un plan de déplacement de ses agents pour limiter les gaz à effet de serre (trajets domicile-travail et trajets professionnels) ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

RISQUES ET NUISANCES

99 **Votre commune communique-t-elle auprès de ses habitants sur les risques naturels et technologiques affectant son territoire ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), établi par le Maire, est destiné à informer la population sur les risques naturels et technologiques affectant le territoire communal ainsi que sur les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de concrétisation du risque. *La ville d'Angers (49) distribue une plaquette explicative à ses habitants.* <http://www.bd-dicrim.fr>

100 **Votre commune informe-t-elle ses habitants sur les questions des nuisances électromagnétiques ?**

OUI NON NC EPCI Association, Pays ou autre partenaire

Commentaire :

La commune peut organiser des débats publics avec les habitants, et pourquoi pas signer conjointement une charte sur l'installation des antennes relais de téléphonie mobile. <http://www.robindestoits.org/>

